

## CRAIG MUNDIE

Directeur de la recherche et de la stratégie de Microsoft

Je souhaiterais tout d'abord souligner quelques points. En premier lieu, Mike Chertoff a fait allusion à l'attribution. De multiples choses vont nécessiter une attribution ou une identité plus forte. Elles couvrent tout un éventail depuis le simple désir de s'assurer que votre compte bancaire n'est pas piraté et pillé aussi facilement que l'on peut le faire aujourd'hui. Je pense qu'il faut introduire des mécanismes d'identité et nous disposons pour cela de toute une gamme de technologie.

Historiquement, les gouvernements sont à l'origine de l'émission d'une identité, à commencer par l'acte de naissance, le passeport et autres titres. Nous allons devoir créer une panoplie de titres que nous pourrions vérifier à un haut niveau et présenter lors de transactions spécifiques. Est-ce à dire qu'il existe une catégorie d'interactions sur l'interaction des garanties ????? Il existe également toute une partie plus sauvage, une partie Far West de l'Internet, comme c'est toujours le cas aujourd'hui, pour laquelle l'attribution est plus difficile.

En deuxième lieu, il s'agit de créer quelque chose qui ressemble un peu à l'Organisation mondiale de la Santé. Comme l'a souligné Nathalie, il existe une catégorie de problèmes sur Internet pour lesquels ces mécanismes se propagent de manière épidémique. En fait, nous allons même jusqu'à utiliser la même terminologie, et à parler par exemple de virus. La société s'est rendu compte en épidémiologie qu'il doit y avoir une sorte de collaboration et de transparence sur la publication de ces problèmes. Il faut également la capacité d'intervention, par exemple pour mettre les gens en quarantaine. On pense au SRAS et autres dans le monde physique.

Avant, lorsque vous étiez dans un l'aéroport, que l'on prenait votre température infrarouge et qu'il en ressortait qu'elle était trop élevée, vous faisiez l'objet d'un interrogatoire. Si l'on jugeait que vous représentiez une menace, vous étiez placé en quarantaine ; vous n'aviez pas le choix. Aujourd'hui, il n'existe pas de règles cohérentes qui gouvernent la mise en quarantaine d'une machine qui constitue un protagoniste nocif d'Internet. En raison de cela, les choses se propagent et nous laissons des menaces persistantes dans notre environnement. Par exemple, il existe des réseaux de zombies qui sont des machines compromises constituées en armées qui sont ensuite utilisées pour lancer d'autres attaques.

Nous devrions prendre en compte certaines choses, tout particulièrement les réseaux de zombies et chercher à créer, sur le modèle de l'Organisation mondiale de la Santé, un accord concernant le réseau. Nous pouvons l'utiliser de pair avec certains mécanismes d'identité pour commencer à éliminer certaines de ces menaces qui sont importantes et persistantes.

J'ai un commentaire supplémentaire ; aujourd'hui, tout le monde pense à la sécurité de cet environnement comme étant globalement un mécanisme de défense passif. Les systèmes peuvent être bien sécurisés, qu'il s'agisse d'une entreprise ou d'un individu, avec la présence d'anti logiciels malveillants ou de logiciels anti-virus. Je décris ce stade comme l'ère moyenâgeuse d'Internet. On était persuadé qu'en construisant des châteaux suffisamment grands entourés de douves, tout irait bien. La mauvaise nouvelle c'est que le missile de croisière existe déjà.

Il faut un nouveau modèle de protection. Il faut ce qu'on appellerait une défense active. C'est un sujet sur lequel les gouvernements peuvent à mon avis s'accorder, sans que ce soit un exercice général. Ils peuvent un peu tirer parti de la nature disséminée du réseau. Puis ils peuvent tirer davantage parti du fait qu'à travers une collaboration sur les environnements de défense active, ils peuvent relier l'activité de renseignement. Ils peuvent allier la capacité à répliquer.

Franchement, dans les espaces de capacité les plus grands du réseau, on peut utiliser l'environnement de réglementation local existant pour créer la base d'une intervention. Cependant, ce domaine est trop vaste et complexe pour en conclure que l'on va obtenir une solution simple à tout. D'une certaine façon, cela soulève la question que les Nations Unies ont posée l'autre jour, par le biais de Ban Ki-Moon. Il affirme vouloir changer le Conseil de sécurité parce qu'il ne reflète plus la structure de sécurité comme il le faisait à sa création.

Je pense que nous devons réfléchir posément. Avons-nous besoin de ce que l'on a baptisé le C5, le Cyber Cinq, ou d'autre chose ? Nous pouvons nous rassembler et affirmer ne pas pouvoir tout régler, mais nous pouvons au moins tenter de travailler sur une catégorie de ces problèmes. Nous pouvons faire peser nos lois et capacités techniques existantes sur le problème. Nous allons devoir commencer par une mesure de cet ordre-là.